

LE SENS DES RESPONSABILITES EST TOUJOURS ABSENT

Simon Magbenga

On croit être responsable lorsqu'on agit toujours sous les ordres de quelqu'un, ou sous le pouvoir d'une organisation, d'une entreprise, d'une communauté (de pensée, de croyance, de tradition). On s'évertue à donner le meilleur de soi, durant toute une vie souvent, sans qu'une satisfaction profonde y soit. Le travail qui devait être source d'épanouissement et de joie de vivre devient tout au contraire cause d'insatisfaction et de dépression.

Une part de l'homme, la plus essentielle de son être (sa conscience, son esprit) n'est pas dans ce qu'il fait.

Il n'est donc pas réellement responsable du travail qu'il accomplit ; tout comme l'ordinateur (intelligence artificielle sans volonté propre) n'est en rien responsable de ce qu'on lui fait faire.

Nos existences sont sous influence et sans liberté de choix

La responsabilité est tout autre chose que l'obéissance, qu'une simple soumission aux règles, aux ordres donnés, ou aux lois. On est responsable avant tout par rapport à sa conscience ; et obéir aux autres n'est pas forcément obéir à soi. Sans avoir reconnu, librement, en âme et conscience le bien fondé du choix des autres, c'est faux de dire qu'on s'est engagé.

Ne pas agir selon ses propres repères, revient à être sous l'influence non maîtrisée de ce qui est extérieur à soi. Aspiré par le moteur du désir personnel, ou mû par la crainte, on se laisse subjugué ou contraindre. Pire, l'homme en vient souvent à abdiquer sa capacité à réfléchir (abandonnant aux autres le pouvoir de penser à sa place). Il s'amoindrit sous le poids psychologique de ce qui le domine. C'est un processus où il finit par renoncer à lui-même et à se renier inconsciemment. Il devient alors une marionnette, un automate, un suiveur passif, plutôt qu'un acteur conscient et responsable de ses actes.

Ici, il convient de faire une précision pour clarifier la compréhension et éviter que ne « revienne par la fenêtre » la raison usurpatrice qui tient à faire porter à l'individu l'erreur qu'elle-même a engendré. Car il est important de dénoncer l'esprit tyrannique que les tenants du pouvoir exercent sur les autres. Sous le prétexte de contrôle, ils ont coutume d'élaborer et imposer des systèmes d'évaluation qu'eux seuls dirigent et qui, évidemment, penchent toujours en leur faveur. Il faut le souligner et l'avoir toujours à l'esprit.

Rarement face à l'échec, le chef accepte clairement son erreur. C'est logique, car s'il le faisait, il se condamnerait lui-même ! Alors, on le voit se justifier, envers et contre tout : « le chef n'a jamais tort... la faute c'est les autres ». Pourtant il a conçu, dirigé et participé à l'action qui a échoué.

Ainsi, on passe de la contradiction à la pure malhonnêteté. Le chef et son pouvoir, l'organisation ou le système lui-même, deviennent quelque chose d'ILLEGAL, d'anormal et irrationnel, source d'un processus d'échecs, de dégradation de l'œuvre collective, et disons-le franchement, de destruction de l'individu à partir de sa conscience qui est niée, sa capacité à

réfléchir qui est rejetée ou minimisée, son exploitation qui est orchestrée et sa culpabilisation qui est entretenue.

Nous sommes assujettis à travers les engagements que nous croyons prendre librement

Ce processus se développe partout et à tous les niveaux, et constitue en soi le non respect du citoyen, le rejet de la démocratie et de la liberté. Mais on est pris au piège par notre propre consentement.

Dans ce monde moderne, une des formes les plus illustres de l'assujettissement de l'homme est le phénomène du CONTRAT. Par le contrat (signature ou toute autre forme d'adhésion), l'individu vend sa liberté de conscience à un service étatique, à une entreprise privée, à une organisation, à une communauté religieuse, idéologique ou traditionnelle. On lui donne l'illusion de pouvoir s'y exprimer librement, mais il n'est écouté que sporadiquement et superficiellement ; jamais compris profondément, souvent même ignoré. S'il proteste, on lui fait valoir le contrat, on lui rappelle la cause collective à laquelle il a adhéré. Il finit par se soumettre malgré lui, ou alors par se rebeller et s'en aller (si on lui en laisse encore la possibilité). L'esprit tyrannique a trouvé toutes sortes de parades pour éliminer les récalcitrants, les résistants, les désobéisseurs (menace, sanction, liquidation physique, intimidation, stigmatisation, diffamation, accusation de terrorisme ou d'intégrisme...). Car il faut à tout prix écarter le gêneur, celui qui rappelle aux autres leur liberté de penser, d'agir, d'être eux-mêmes !

Devant cette situation quasi générale, l'immense majorité des hommes, inconscients de leur dignité, par immaturité, préfèrent se contenter du peu et renoncer à l'essentiel. « Pourvu que je touche toujours mon salaire..., que je garde mon emploi..., que je réalise mes projets..., que je sois apprécié des autres..., que Dieu réserve ma place au paradis,... ». Parce qu'il ignore la paix intérieure (qui est l'accord profond avec sa conscience), l'individu est extrêmement fragilisé. Alors il éprouve la peur d'être seul, rejeté, dénigré, diffamé, emprisonné, menacé ou même tué. On a peur de s'affirmer, d'être soi-même. Ainsi on continue par supporter son mal, on angoisse et on subit ; on devient la chose de l'Etat ou du pouvoir, on se laisse chosifier et appeler « ressource humaine ». Et l'on attend de ce même pouvoir oppresseur que vienne la solution à son malheur. C'est ainsi que les citoyens se trompent.

Voilà, très brièvement décrit, le BOULEVARD de l'ERREUR où le monde avance tête baissée, les yeux fermés ; tous ensemble, grands et petits, savants et ignorants, croyants et incroyants, toutes races confondues. Nous sommes comme abrutis et assourdis par le tintamarre des discours sans queue ni tête, contradictoires, flous, illusoire ou utopiques, brumeux et ténébreux. Nos yeux ne brillent que par le miroitement éphémère des espoirs qu'on nous sème et distille, qu'on affiche à la télé, aux informations. A travers des projets et programmes de réforme qu'on nous soumet, pour ensuite nous vider de nos énergies (une fois de plus) dans des actions sans résultats probants.

Il est urgent de s'éveiller et assumer les conditions de son existence

La nécessité de se remettre en question, de relever la tête, et oser dire NON là où ça ne va pas, devient incontournable si l'on veut être en mesure d'inverser le cours des choses, et de

prendre ses responsabilités. On ne peut rien changer en continuant de suivre les voix (ou les voies) qui nous ont égaré.

La crise que nous vivons montre la faillite de ceux qui nous ont berné par leur prétendu savoir et idéologie. Leur système inhumain où l'argent a pris la place de l'homme dans une pagaille indescriptible, est sans foi ni loi ; une voie de l'absurde.

Revenons à présent à l'esprit de responsabilité, en dehors de toute connotation idéologique ou religieuse qui en fausse la perception. En plus de ce qui a été dit au début, il faut ajouter que même si la responsabilité repose sur la conscience individuelle, celle-ci ne peut s'accomplir sans le collectif. Il y a donc deux niveaux de responsabilité (et qui sont complémentaires).

La responsabilité individuelle de l'entrepreneur qui décide de créer sa société par ses moyens propres ou acquis, ne va pas sans celle (collective) de tous ceux qui vont l'assister pour réaliser ses objectifs. Ces deux niveaux devraient être exercés en tout équilibre ; et c'est là que le bât blesse. La responsabilité personnelle de l'entrepreneur non seulement a pris le pas, mais elle occulte parfois totalement la responsabilité collective de ceux-là qui, grâce à leurs énergies et sacrifices réalisent l'essentiel de la vie de la société. Cela ne peut être ni juste, ni porteur de satisfaction de tous. Et ceci ne peut augurer plus tard, si rien ne change, qu'à une situation de crise ou de conflits. Ce qui se passe à l'heure actuelle dans les entreprises en crise en est un témoignage éloquent.

Non seulement l'immense majorité des ouvriers ou employés reçoit peu en contrepartie de ce qu'elle donne, mais encore, elle est exclue de tout débat, de toute réflexion, quand il s'agit de problèmes ou de l'avenir de l'entreprise. Considérée comme simple force de travail, elle n'a pas son mot à dire dans le processus de décision qui, pourtant la concerne de très près.

Les employés ne sont pas que de simples outils ; ce sont des êtres humains qui sont venus à l'entreprise avec leurs consciences ; des êtres qui ne sont pas là seulement pour monnayer leur force physique, mais aussi pour contribuer par leurs réflexions à la réussite de la société. **L'ouvrier n'est pas une simple compétence, il est aussi une conscience.** Il a besoin de s'épanouir non seulement en recevant son salaire pour satisfaire ses besoins matériels, mais aussi en accédant à la satisfaction morale de contribuer à quelque chose de bien pour l'ensemble des citoyens, grâce à sa participation consciente et responsable.

On ne lui donne pas cette occasion. Pourquoi ?

Il en est de même des employés dans les services de l'Etat, des organisations ou des associations dites de développement. Très souvent les ordres tombent d'en haut ; et l'employé n'a qu'à exécuter. Parfois on fait mine de demander aux cadres leurs avis ou conseils ; mais au finish, les décisions en prennent rarement compte. D'où l'insatisfaction morale et le sentiment d'être bafoué dans sa dignité, d'être traité comme quantité négligeable. Le travailleur qui aurait souhaité faire des choses où sa conscience est impliquée, se retrouve à travailler sans que le cœur y soit.

On est étonné d'entendre parler de développement humain dans certaines associations ou organisations de développement (jusqu'aux agences du Système des Nations Unies !) alors que leurs pratiques réelles excluent la participation consciente de leurs employés ou de ceux qu'ils prétendent aider. Pour la façade, on développe un jeu hypocrite et faux autour d'une

soi-disante approche participative ou inclusive. Mais cela ne trompe personne. C'est d'ailleurs dans ces cercles d'action que les cas de stress et de démotivation sont les plus fréquents.

Alors, face à la crise, comment s'étonner de voir les réactions que nous affichent éhontément les dirigeants des affaires politico-financières et économiques. Après avoir provoqué et entraîné eux-mêmes le cataclysme mondial, ils font porter les conséquences à ceux qui en souffrent. Quelle inconséquence et quel cynisme ! Peuvent-ils avoir encore le culot de nous parler de responsabilité et de solidarité ? Quelles leçons peuvent-ils apporter et à qui ? Est-il logique d'attendre d'eux une quelconque solution juste ? Ne devraient-ils pas laisser la parole aux citoyens et écouter, s'ils étaient un tant soit peu conscients d'avoir échoué ?...

Force est de constater que nous sommes bien loin de la démocratie, parce que tout simplement notre société n'a aucune idée de l'individu, de ce qu'est l'être humain. « L'argent est la liberté » (je l'ai entendu avec ahurissement, lors d'un soi-disant débat sur une grande chaîne de télévision internationale !). NON, c'est archi faux !

Il n'y a de liberté que d'homme. Et l'argent n'est qu'un simple moyen, et rien de plus.

L'esprit de responsabilité demande à naître avec la reconnaissance de l'homme dans son intégrité, sa dignité et sa place dans tout ce qui se fait sur terre. Car, c'est à lui, en tant que citoyen, (et non à un système ou une idéologie) de décider de son destin et d'agir en ce sens.

A Lomé (Togo), le 12 avril 09